



PREFET DE LA MARNE

Pôle départemental des associations  
Sous-préfecture de Reims  
sp-reims-associations51@marne.gouv.fr  
Affaire suivie par Gracia HARDY  
Déclaration en ligne sur [www.service-public-asso.fr](http://www.service-public-asso.fr)

Le numéro  
W513010723 est à  
rappeler dans toute  
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION  
  
de l'association n° W513010723

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet de Reims

donne récépissé à **Monsieur**  
d'une déclaration en date du : **18 juin 2025**  
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

DIASPORA GRANDS LACS FRANCE

dont le siège social est situé : 17  
3 allée Maurice Lemaitre  
51100 Reims

Décision prise le : **18 juin 2025**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal  
Statuts

Reims, le 19 juin 2025

Pour le Préfet par délégation

Pour le sous-préfet et par délégation,  
la secrétaire générale  
  
Caroline BERRETTA

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :  
Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.  
Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :  
Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.  
NOTA :  
L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.  
La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.